CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 18 décembre 2017

Délibération B6

Objet : demande d'une protection fonctionnelle d'un sapeur pompier agressé en service

Exposé des motifs :

Le sapeur pompier volontaire sollicite la protection fonctionnelle statutaire comme le stipule l'article 11 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Ces dispositions s'appliquent également à l'ensemble des sapeurs pompiers volontaires.

Victime d'une agression physique le 12 août 2017 commise par la personne secourue, une interruption temporaire de travail a été prolongée jusqu'au 15 octobre 2017.

A la suite de cet évènement, () et le SDIS ont porté plainte à la gendarmerie.

Le conseil d'administration adopte la délibération suivante.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée et notamment son article 11 ;

VU l'article 113-1 du code de sécurité intérieure ;

VU le courrier de demande de protection fonctionnelle de () ;

DECIDE

Article 1 : accorde la protection fonctionnelle à () en tant que sapeur pompier volontaire.

Article 2 : de prendre en charge les frais inhérents à cette protection dans les conditions prévues par les textes susvisés.

Certifié exécutoire

Transmis à la préfecture le 19 DEC. 2017

Publié, affiché, notifié le 19 DEC. 2017

Serge DESCOUT

Serge DESCOUT